

ATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



610895692

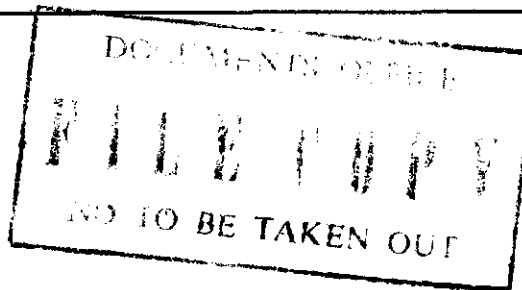


Distr.  
RESTREINTE

E/CN.14/L/140  
20 février 1963

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Cinquième session  
Léopoldville, février-mars 1963



MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL A LA CINQUIEME SESSION  
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL A LA CINQUIEME SESSION  
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

A mon grand regret il ne m'est pas possible, cette fois-ci encore, d'assister à l'ouverture de la session annuelle de la Commission économique pour l'Afrique en raison de tâches urgentes qui requièrent ma présence au Siège. Je forme les vœux les plus chaleureux pour que vos travaux menés dans un esprit constructif soient couronnés de succès. Certes, nous avons de bonnes raisons d'être optimistes et d'escompter les progrès de vos efforts dans les années qui viennent. Votre session s'ouvre aujourd'hui sous des auspices favorables. Vous êtes rassemblés dans la capitale d'un jeune Etat dont la destinée est étroitement associée à celle de notre Organisation et que nous voyons enfin trouver une sécurité et une unité recherchées depuis longtemps. Depuis la quatrième session, quatre pays africains ont acquis leur indépendance et sont devenus membres des Nations Unies. L'indépendance de l'un d'entre eux est survenue à la fin d'une lutte prolongée et a marqué le triomphe de la raison et de la clairvoyance de toutes les parties en cause. En leur qualité de membres de votre Commission et des Nations Unies, ces Etats oeuvreront désormais eux aussi pour le développement rapide du continent africain par la collaboration internationale dans le cadre le plus large qui soit, celui d'une organisation de 110 pays membres s'exprimant tous dans l'égalité.

La Commission économique pour l'Afrique, la plus récente des commissions économiques régionales, doit affronter la tâche difficile d'aider de jeunes pays à mettre en valeur le vaste potentiel de leurs ressources matérielles et humaines, une tâche qui est gênée par la pénurie de personnel africain expérimenté. Depuis un an elle est privée des services de son chef de file, son Secrétaire général. M. Robert K. Gardiner a exercé avec une rare combinaison d'intelligence, de dévouement et de patience la charge de Chef des opérations des Nations Unies au Congo. Je suis heureux de pouvoir annoncer aujourd'hui que de nouveaux arrangements sont actuellement mis au point qui permettront à

M. Gardiner de consacrer désormais son énergie à la Commission économique pour l'Afrique. Je me propose - et je pense que les circonstances n'y feront pas obstacle - de ne point différer au-delà du 1er mai 1963 le moment auquel il assumera ses fonctions de Secrétaire exécutif à plein temps. J'espère également, vers la même époque, charger une personnalité africaine des fonctions de Secrétaire exécutif adjoint.

Grâce au dynamisme et à l'imagination de ceux qui ont eu à s'occuper de ses travaux, la Commission économique pour l'Afrique a pu progressivement renforcer ses cadres, élargir son programme et franchir d'importantes étapes. Je suis frappé, par exemple, des progrès accomplis dans la voie délicate de la création d'une Banque africaine de développement et par les débuts prometteurs dans le domaine du développement industriel. Des progrès plus rapides encore de l'oeuvre de la Commission sont à attendre dans l'avenir.

L'Afrique, le plus jeune des continents, joue un rôle de plus en plus actif et constructif dans les affaires mondiales. En tant qu'institution africaine, la CEA est un rouage important du mécanisme des Nations Unies. En renforçant, par la Commission, votre participation aux affaires des Nations Unies et en renforçant la Commission vous augmenterez, certes, les tâches des Etats africains mais aussi vous recueillerez les fruits d'une collaboration intensifiée entre pays africains et avec le reste du monde.

Tous les peuples du monde s'emploient à édifier un avenir qui ne connaîtrait plus ni la crainte ni la misère. La tâche est difficile mais nous réussirons si nous continuons à nous dévouer aux idéaux élevés des Nations Unies et si nous savons allier le dynamisme et les aspirations des nouvelles nations à l'expérience des pays techniquement et économiquement développés.

- - - - -